

fense énergique contre l'offensive capitaliste devait, dans le contexte mondial d'aujourd'hui, déboucher sur des luttes de ce genre. C'est exactement ce qui s'est produit en Belgique.

En même temps qu'il conservait, seul, sa confiance dans la possibilité d'une réaction spontanée des masses, notre mouvement n'a pas manqué de souligner la nécessité impérieuse de dégager une **nouvelle direction acceptée par les masses, à la hauteur de sa tâche, comme condition indispensable à la victoire ouvrière.** Les grèves belges ont démontré à la fois la nécessité de créer pareille direction, et la possibilité pratique de le faire.

Les enseignements de la grève doivent donc faire l'objet d'une étude attentive de la part de tous les travailleurs de Belgique et de l'Europe tout entière. Pour ces derniers, ils permettent en effet d'entrevoir des possibilités futures, **un nouveau tournant dans la situation d'après-guerre en Europe capitaliste.** Pour les premiers, il s'agit de s'armer pour les phases suivantes d'un combat qui n'a été qu'interrompu, et qui reprendra demain avec une vigueur redoublée, et une chance sérieuse d'un succès d'une ampleur historique.

I. LES ORIGINES GENERALES DE LA GREVE

La grève déclenchée par les travailleurs belges à partir du 20 décembre 1960 apparaît comme la réaction spontanée, la première phase d'offensive capitaliste contre le niveau de vie du prolétariat belge. Cette offensive capitaliste, résumée dans la « loi unique », est la résultante de l'ensemble de la situation économique, sociale et politique du capitalisme belge, confronté avec une concurrence capitaliste accrue au sein du Marché Commun :

1) Des salaires relativement élevés par rapport à ceux des travailleurs des pays voisins. Comme ce fut le cas pour le capitalisme français après la chute de la IV^e République, une tentative s'imposait **à la bourgeoisie belge d'améliorer ces conditions compétitives aux frais de la classe ouvrière.**

2) La stagnation industrielle relative qui, depuis plusieurs années, caractérise le capitalisme belge, imposa à celui-ci la nécessité d'accroître le taux d'investissement — c'est-à-dire, en régime capitaliste, le taux de profit — par l'abaissement relatif ou absolu du niveau de consommation (des salaires réels) des masses.

3) Les élections du 1^{er} juin 1958, en infligeant au Parti Socialiste une défaite due à la politique droitière de ce parti sous le gouvernement Van Acker et à une campagne électorale conservatrice, **avaient créé des conditions parlementaires et politiques propices à une telle offensive** : une coalition des deux partis bourgeois, le parti social-chrétien et le parti libéral, largement dominée par l'aile qui représente le plus directement les intérêts du grand patronat, du capital financier et des monopoles.

A cela s'est ajoutée une crise de plus en plus aiguë des finances publiques, due surtout aux privilèges fiscaux, de droit ou de fait, dont jouissent la grande et la moyenne bourgeoisie belge. Cette crise accrut la dette publique de manière dangereuse et plaça le gouvernement belge sous une dépendance toujours plus étroite du crédit à

court terme des banquiers belges et étrangers. Ceux-ci réclamèrent avec insistance un « assainissement » des finances publiques belges par une réduction des dépenses de l'Etat dans le secteur social.

A côté de ces causes objectives de la grève, il faut mentionner deux causes subjectives de valeur inégale mais réelle : les effets de la crise de l'impérialisme belge ouverte par l'accession du Congo à l'indépendance politique, et la radicalisation progressive du mouvement ouvrier depuis 1957.

Contrairement à ce qui est affirmé par le gouvernement réactionnaire de M. Eyskens, la « loi unique » ne fut pas nécessitée par les frais entraînés par l'« opération Congo ». Ces frais ne furent qu'un prétexte pour justifier la politique d'austérité. Contrairement à ce que prétendent aussi certains pseudo-marxistes, la « loi unique » n'est pas non plus un moyen de faire payer aux masses les pertes de l'impérialisme belge au Congo, pour la bonne raison que ces pertes ne sont, à l'heure actuelle encore, que fort réduites.

On ne peut pas non plus affirmer que la perte des surprofits coloniaux aurait empêché l'impérialisme belge de maintenir les salaires relativement élevés, conquis par la classe ouvrière, puisque ces surprofits n'ont point encore disparu. Il est sans doute exact, par contre, que la **menace** qui pèse sur les profits du Congo a raidi volonté de l'impérialisme belge d'accentuer sa politique d'austérité et de s'opposer à toute solution du conflit par un compromis.

En définitive, le déclin de l'impérialisme belge a surtout porté un coup au prestige de la bourgeoisie et du gouvernement, aux yeux de la classe ouvrière belge. Il a renforcé l'impression qui avait été créée ces dernières années par toute la propagande du mouvement ouvrier, que la classe possédante belge est une **classe affaiblie et faillie**, impuissante devant ses concurrents de même que devant le peuple congolais. Il a ainsi contribué à faciliter la riposte de la classe ouvrière belge, qui, très vite, prit la forme d'une contre-offensive. Les travailleurs ont pris conscience qu'une succession était d'ores et déjà ouverte. Ils se sont apprêtés à recueillir cette succession.

Cette réaction des travailleurs ne serait pas compréhensible si l'on ne tenait compte de la propagande développée depuis plusieurs années par les syndicats F.G.T.B., la gauche du Parti socialiste et, depuis 1959, bien que dans une moindre mesure, le Parti communiste et la direction réformiste du P.S.B. elle-même. Cette propagande, centrée sur les « réformes de structure », fut souvent vague et contradictoire. La notion même de ces « réformes de structure » est ambiguë : elle peut couvrir à la fois des réformes de rénovation du capitalisme, dans le genre de celles qui furent appliquées en France et en Grande-Bretagne par les premiers gouvernements dits « de gauche » au lendemain de la « libération », et de véritables revendications transitoires, incompatibles avec la survie du régime capitaliste et ouvrant en fait une période de dualité de pouvoir. Mais quelles que furent les ambiguïtés de la propagande pour les « réformes de structure », elle eut pour effet d'ancre une idée capitale dans le cerveau des travailleurs : l'idée que le capitalisme belge est à bout de souffle; l'idée qu'il a mené l'économie du pays dans une impasse; l'idée que pour sortir le pays